

Attachés à la stabilité régionale, les États du Golfe verront leur rôle conditionné dans une large mesure par Israël et la Turquie, ainsi que par les politiques nord-américaines dans la région.

Kristin Diwan, Arab Gulf States Institute. Washington.

LE GOLFE, LES RAPPROCHEMENTS RÉGIONAUX ET L'AVENIR DU MOYEN-ORIENT

L'année dernière a été marquée par des changements au Moyen-Orient qui est encore sous le choc de l'attaque du 7 octobre 2023 par le Hamas contre Israël et de la guerre de Gaza. L'impact est considérable et comprend de vastes nouvelles zones de dévastation : à Gaza et en Cisjordanie, dans le sud du Liban et dans d'autres bastions du Hezbollah, ainsi qu'en Syrie, qui a connu ses propres bouleversements avec le renversement du régime de Bachar Al Assad. Les campagnes militaires, les attaques et les contre-attaques ont radicalement réorganisé l'équilibre géopolitique régional, affaiblissant l'Iran et élargissant l'influence d'Israël et de la Turquie.

Alors que les puissances mondiales et régionales cherchent à atteindre un certain degré de stabilité, à faire face aux crises humanitaires croissantes et à évaluer le coût énorme de la reconstruction, elles vont devoir se tourner inévitablement vers les monarchies arabes du Golfe. Ces États sont apparus comme des îlots de stabilité relative, ayant échappé aux pires conséquences des conflits actuels, ainsi que des troubles politiques et de guerre civile qui a suivi les soulèvements arabes de 2011. Ils représentent également une source de financement évidente, étant donné leur richesse considérable due aux hydrocarbures et accumulée au cours de deux décennies de prix du pétrole relativement élevés.

Plusieurs de ces pays –l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Qatar– ont tiré parti de leur richesse et de leur influence politique pour devenir des puissances intermédiaires majeures, agissant par le biais de la diplomatie, du commerce, de la politique économique et parfois de la force militaire pour faire valoir leurs intérêts au

Moyen-Orient. Toutefois, ils restent fortement dépendants des puissances mondiales, en particulier des États-Unis, et sont redevables de leurs intérêts. Ils ne disposent pas des effectifs et de la capacité militaire des puissances régionales non arabes –l'Iran, Israël et la Turquie– et cherchent alternativement à les dissuader ou à les attirer, en fonction de leurs intérêts et du contexte du moment.

Lorsque l'on évalue le futur rôle des États du Golfe dans la région, il faut tenir en compte deux considérations importantes. Les priorités du Golfe continueront d'être leurs propres transformations internes coûteuses. Bien qu'ils soient attachés à la stabilisation régionale, les États du Golfe n'ont pas la capacité d'y parvenir tous seuls. L'engagement et la coordination des États-Unis et de la région seront nécessaires pour encourager leur participation et consolider leurs efforts.

LES INTÉRÊTS DU GOLFE APRÈS LE 7 OCTOBRE : DÉVELOPPEMENT ET DÉTENTE

Dix-huit mois après l'attaque surprise du Hamas contre Israël, les États arabes du Golfe contemplant un paysage géopolitique modifié. Leur principal rival, l'Iran, a été sévèrement affaibli. Son instrument d'influence le plus efficace au Levant, le Hezbollah, a subi d'énormes pertes et son contrôle sur le gouvernement libanais a été rompu. Le gouvernement Al-Assad, partenaire de l'Iran et canal d'approvisionnement du Hezbollah, a été renversé. La Turquie a amélioré sa position géopolitique en soutenant les rebelles syriens qui gouvernent désormais le pays. Elle prévoit également d'étendre son influence et son avan-



Visite d'Ahmed Al Charaa au prince héritier saoudien, Mohamed ben Salman. Ryad, le 2 février 2025. /BANDAR ALGALOUH/COUR ROYALE SAOUDIENNE/HANDOUT/ANADOLU VIA GETTY IMAGES

tage économique grâce à la Route du développement qui s'étend du port d'Al Faw, en Irak, jusqu'à l'Anatolie. Israël est devenu plus assertif. Il semble prêt à maintenir sa présence militaire à Gaza et a intensifié ses attaques en Cisjordanie. Ses forces sont déployées en territoire libanais et syrien, et il continue à envisager une attaque contre l'Iran pour faire reculer ses capacités nucléaires.

Pour évaluer la position du Golfe à l'égard de ces événements, il est important de comprendre leurs priorités. À l'heure actuelle, ils se concentrent sur leurs propres programmes de développement : des stratégies visant à réformer le gouvernement et à établir de nouvelles attentes sociales dans le but de diversifier l'économie. Ces programmes ont pris une nouvelle urgence avec la transition énergétique, qui exige des États qu'ils réduisent leur dépendance à l'égard des exportations de pétrole et de gaz, qui restent le fondement de leurs économies. Ils nécessitent d'énormes investissements dans les infrastructures et les nouvelles industries : des engagements qui devraient tempérer les attentes de contributions généreuses du Golfe à la stabilisation régionale. Enfin, elles impliquent une intégration plus poussée dans les marchés mondiaux : il s'agit d'attirer les investissements étrangers, les talents étrangers et les visiteurs étrangers.

Cela requiert une stabilité régionale. Une guerre entre Israël et l'Iran serait la plus préjudiciable, car elle risquerait d'impliquer les États du Golfe. L'Iran a explicitement menacé de les attaquer s'ils apportaient un soutien matériel ou moral aux États-Unis ou à Israël. Sa capacité à mettre ses menaces à exécution a été démontrée, notamment après les frappes de missiles et de drones contre les installations pétrolières saoudiennes

en 2019, et par les nombreuses attaques menées par les Houthis, alliés à l'Iran, contre des infrastructures essentielles en Arabie saoudite et dans les EAU. Les dirigeants iraniens pensent qu'en menaçant les États du Golfe, ils peuvent obtenir un nouveau point de levier, obligeant leurs homologues du Golfe à faire pression sur l'administration américaine en leur nom.

Ce sont précisément ces menaces, et l'incapacité ou le manque de volonté des États-Unis de les empêcher ou d'y répondre, qui ont conduit les États du Golfe à passer d'une politique d'escalade contre l'Iran à une politique de rapprochement. Les EAU ont maintenu des contacts diplomatiques avec Téhéran pendant des années, qui ont abouti à une rencontre directe entre les présidents Mohammed Ben Zayed (MBZ) et Massoud Pezeshkian en 2024. L'Arabie saoudite a conclu un accord officiel avec l'Iran, sous la médiation de la Chine, en 2023.

Ces politiques de détente avec Téhéran se sont avérées efficaces pour maintenir les États du Golfe en marge du conflit entre l'Iran et Israël. Les EAU et l'Arabie saoudite ont agi avec prudence, coopérant avec les États-Unis et Israël pour repérer les missiles tirés par l'Iran en direction d'Israël en 2024, mais refusant l'utilisation de leur territoire pour le survol de missiles israéliens dirigés vers l'Iran. L'Arabie saoudite a mené des politiques de désescalade similaires avec les dirigeants houthis du Yémen, avec lesquels elle maintient une trêve *de facto* depuis 2022. Les EAU ainsi que l'Arabie saoudite ont refusé de participer à l'opération maritime « Gardien de la prospérité » menée par les États-Unis pour contrer les actions des Houthis contre la navigation en mer Rouge, l'une des nombreuses offensives lancées par les militants yéménites pour protester contre les actions d'Israël à Gaza.

Dans leurs déclarations, les principaux États du Golfe ont dénoncé l'attaque directe contre les installations nucléaires iraniennes et tout élargissement du théâtre de la guerre. Néanmoins, l'Arabie saoudite et

d'autres pays seront désireux de profiter du revers de l'Iran et d'accroître leur propre influence à ses dépens. Les relations saoudiennes et émiraties avec la Turquie se sont également améliorées depuis la résolution, en 2021, de la crise intra-Golfe où la Turquie soutenait le Qatar. Néanmoins, ces États seront réticents à l'idée de laisser leur voisin du nord sans contrôle.

Les relations du Golfe avec Israël sont complexes. Les EAU et Bahreïn ont signé les accords d'Abraham pour normaliser leurs relations et ils n'ont pas coupé leurs liens diplomatiques. L'Arabie saoudite a exprimé sa volonté de les rejoindre dans la normalisation des relations avec Israël dans le cadre de la conclusion d'un accord de sécurité avec les États-Unis. Cela semble désormais peu probable et marque un point de division important entre les approches du Golfe à l'égard de la région.

LA CONCURRENCE ENTRE LES PAYS DU GOLFE ET L'ÉMERGENCE DE RAPPROCHEMENTS RÉGIONAUX

La résolution de la crise du Qatar et la pratique de la détente avec les concurrents régionaux ont provoqué, de manière surprenante, des fissures dans l'axe saoudo-émirati. Cette alliance exceptionnellement étroite, notamment entre les deux ambitieux dirigeants MBZ et le jeune prince héritier Mohammed Ben Salman (MBS), s'est détériorée. Il y a eu des désaccords sur la guerre au Yémen et sur le moment de mettre fin au boycott du Qatar, que les deux États considéraient comme trop favorable aux mouvements populaires islamistes et de la jeunesse, et trop mou à l'égard de l'Iran. Il y a eu des désaccords sur la politique pétrolière, l'Arabie saoudite luttant pour maintenir une position unifiée au sein de l'OPEP, tandis que les EAU font pression pour augmenter les quotas d'exportation. La concurrence s'est également intensifiée, les Saoudiens cherchant à devenir un centre d'affaires régional, parfois au détriment des Émiratis.

Le plus remarquable a été leur approche opposée de la gestion de la sécurité dans ce qu'ils perçoivent tous deux comme le déclin de la protection américaine. Cela a conduit à des interventions plus fréquentes des États du Golfe eux-mêmes – comme au Yémen – mais aussi à la recherche de partenaires régionaux susceptibles de renforcer leurs capacités et leur influence. C'est dans ce contexte que l'on peut comprendre le rapprochement des EAU avec Israël. Les retombées pour les EAU en termes de technologie civile et militaire, de partage de renseignements et de capital politique à Washington et ailleurs en Occident sont substantielles.

C'était particulièrement vrai sous l'administration Biden, qui envisageait une normalisation saoudienne avec Israël parallèlement à un accord de sécurité formel avec les États-Unis. Cet accord aurait fourni davantage de garanties de sécurité au Royaume, ainsi qu'un soutien à son programme nucléaire national. Cependant, la normalisation avec Israël comporte plus de risques pour l'Arabie saoudite. Son leadership dans les mondes arabe et islamique est un atout précieux à gérer, et sa marge de manœuvre sur la question palestinienne avec sa propre population est plus ténue. Avec l'assaut dévastateur d'Israël sur Gaza et l'expansion de sa position

régionale, la porte de la normalisation saoudienne s'est refermée. Actuellement, ses dirigeants ont durci leurs critiques à l'égard d'Israël et ont insisté pour que tout accord soit précédé d'un engagement israélien en faveur d'un État palestinien, assorti d'une voie concrète pour y parvenir. À sa place, l'Arabie saoudite se tourne de plus en plus vers d'autres partenaires, y compris ses vieux rivaux, le Qatar et la Turquie.

LES NOUVEAUX ALIGNEMENTS DU GOLFE

Les principaux États du Golfe ont un intérêt commun à contenir le conflit entre Israël et l'Iran, à obtenir un cessez-le-feu à Gaza et à stabiliser le Moyen-Orient. Toutefois, sur des questions plus spécifiques – l'élaboration de politiques visant à stabiliser et à reconstruire Gaza, le renforcement de l'État libanais et la collaboration avec le gouvernement de transition syrien – d'importantes différences apparaissent. Les réflexions précédentes sur les divergences entre l'Arabie saoudite et les EAU en matière de régionalisation s'avèrent pertinentes pour l'évaluation de ces différences.

Poussés par la nécessité de contrer l'appel impromptu du président Donald Trump à déplacer la population palestinienne en vue du réaménagement de la bande de Gaza sous l'autorité des États-Unis, les États arabes n'ont pas tardé à présenter une alternative. Le plan arabe, dirigé par l'Égypte et approuvé par la Ligue arabe en mars, propose 51 milliards de dollars pour la réurbanisation, avec un comité de technocrates agissant sous l'égide du gouvernement palestinien. Aucun des deux plans n'est vraisemblablement susceptible d'être mis en œuvre, en particulier dans le contexte de l'échec du cessez-le-feu et de la réoccupation par Israël du corridor de Netzarim. Néanmoins, le processus a révélé d'importantes divergences entre les États du Golfe au sujet de la gouvernance palestinienne.

Les dirigeants émiratis insistent sur la nécessité d'une réforme fondamentale de l'Autorité nationale palestinienne (ANP), et notamment d'une nouvelle direction. Ils sont également moins tolérants à l'égard de la présence continue du Hamas dans la bande de Gaza. Les autres États du Golfe soutiennent le plan de l'Égypte, qui est plus pragmatique en ce qui concerne la collaboration avec l'actuelle ANP et tolère un rôle *de facto* du Hamas dans la sécurité, mais pas dans la gouvernance formelle. Les EAU ont profité de l'occasion pour rendre publique leur position, qui les rapproche à la fois d'Israël et des États-Unis. Leur ambassadeur à Washington a même fait allusion à la nécessité d'accepter le transfert volontaire de la population palestinienne de Gaza.

Il convient de noter que les EAU ont été les plus prompts à proposer de contribuer à une force de stabilisation à Gaza ; la coordination des EAU avec Israël leur a déjà permis de jouer un rôle important dans la fourniture d'aide humanitaire. Cependant, il reste difficile d'imaginer les conditions qui leur permettraient de le faire. Il se peut que les EAU aient plus d'espoir que la pression militaire israélienne force l'expulsion des dirigeants et des cadres supérieurs du Hamas de Gaza. Il est peu probable que le Qatar, qui a joué le rôle de médiateur principal avec le Hamas, continue à le faire dans un tel scénario.

Il existe également des différences importantes en ce qui concerne la Syrie post-Al Assad. Les EAU se sont à nouveau distingués par leur position proactive en œuvrant pour mettre fin à l'isolement du régime d'Al Assad. Ce soutien a persisté lors de la récente rébellion réussie, lorsque les EAU, ainsi que l'Oman et Bahreïn, ont fait des déclarations soutenant le gouvernement syrien dans sa lutte contre le « terrorisme et l'extrémisme ». En revanche, les Saoudiens, qui ont récemment renoué des liens avec Damas, ont refusé de faire une déclaration.

Après le renversement d'Al Assad, l'Arabie saoudite a joué un rôle de coordination de premier plan sur la Syrie, en organisant une réunion en janvier à Riyad avec les ministres des Affaires étrangères des principaux pays arabes, la Turquie et l'UE. La courtoisie du gouvernement de transition dirigé par le chef de Hayat Tahrir Al Cham (HTC), Ahmed Al Charaa, est évidente dans son approche soigneusement élaborée, qui met l'accent sur l'efficacité de la réduction de l'influence iranienne. Lors de son premier voyage à l'étranger, à Riyad, Al Charaa a fait l'éloge du programme « Vision saoudienne » et a assuré au gouvernement saoudien que les dirigeants syriens se concentraient sur le développement et la stabilisation internes, et non sur l'exportation de la révolution.

Ce soutien de l'Arabie saoudite complète le rôle de premier plan joué par la Turquie en Syrie, aux côtés d'un gouvernement qatari qui a maintenu ses liens et son soutien au HTC alors qu'il se trouvait encore à Idlib. En effet, la Syrie pourrait servir de toile de fond à l'amélioration des liens entre l'Arabie saoudite et la Turquie, un point auquel l'ambassadeur saoudien au Royaume-Uni a fait allusion en indiquant que le renforcement de leur coordination était une conséquence positive.

Ces trois pays, ainsi que le Conseil de coopération du Golfe, avec le Koweït en tête, sont susceptibles de jouer un rôle de premier plan dans la reconstruction de la Syrie. Le Qatar s'est déjà engagé à soutenir le budget syrien en versant des salaires nettement plus élevés aux fonctionnaires. L'Arabie saoudite a lancé des programmes de modernisation du secteur bancaire. Et tous deux ont mis en place des ponts aériens humanitaires. Cependant, le soutien au gouvernement de transition sera entravé tant que les États-Unis n'auront pas allégé les sanctions.

Le soutien diplomatique de ces États est crucial, d'autant plus que le gouvernement de transition continue de faire face à de sérieux défis pour sa stabilité et sa souveraineté. Les EAU sont restés plus prudents, exprimant leur inquiétude quant aux origines extrémistes du gouvernement. Toutefois, ils ont rejoint d'autres États arabes dans leurs déclarations de soutien à un gouvernement inclusif et à la souveraineté syrienne, et dans leur condamnation des attaques israéliennes et du maintien de troupes dans le Sud.

Il convient également de noter la coordination de l'Arabie saoudite avec la France et les États-Unis pour faire pression en faveur d'une prolongation de la trêve au Liban avec Israël. Depuis 2016, l'Arabie saoudite a mis en œuvre des mesures punitives contre Beyrouth en raison de sa frustration à l'égard du Hezbollah et de la position dominante de l'Iran dans ce pays. Dans le sillage de l'affaiblissement du Hezbollah, l'Arabie saoudite semble prête à revenir à la charge, alors que le

nouveau président libanais s'est rendu à Riyad. L'Arabie saoudite s'est engagée à rétablir son soutien financier à l'armée libanaise et envisagera de lever son interdiction sur les importations libanaises.

LE BESOIN DE COORDINATION

Les États du Golfe sont prêts à jouer un rôle important, tant sur le plan politique qu'économique. Leur intérêt à empêcher le retour de l'influence iranienne les maintiendra engagés, tout comme le besoin impératif de stabilité régionale pour mettre en œuvre leurs ambitieuses stratégies de développement. Toutefois, les deux autres puissances émergentes non arabes, Israël et la Turquie, les défieront. La portée et l'efficacité de leur engagement seront aussi largement définies par les politiques des États-Unis dans la région.

Les principaux États du Golfe partagent des objectifs et se sont efforcés de coordonner leurs politiques, notamment en Syrie, où leur soutien à des groupes rivaux a contribué à l'extrémisme et aux divisions qui ont marqué la guerre civile syrienne. Cependant, des différences apparaissent dans leurs priorités et leurs fonctions. L'Arabie saoudite continue de disposer d'une influence importante qui pourrait être utilisée pour amener Israël à une position plus coopérative. Toutefois, si l'administration Trump ne fait pas pression sur Nétanyahou pour qu'il accepte un rôle pour l'ANP à Gaza et une voie vers un futur État palestinien, il est peu probable que l'Arabie saoudite s'engage. Elle se concentrera plutôt sur l'élaboration d'une position arabe commune en coordination avec l'Europe. Les intérêts des EAU divergent ici en raison de leur profond mépris pour le gouvernement palestinien actuel et le Hamas. Ils sont enclins à rompre le consensus arabe et pourraient se coordonner avec l'administration Trump et Israël pour chercher des alternatives.

L'Arabie saoudite est prête à donner à nouveau soutien diplomatique et financier au Liban et en Syrie. Son leadership est essentiel, mais elle doit se coordonner avec la Turquie, l'acteur dominant en Syrie. Cependant, Israël et les États-Unis créeront à nouveau les conditions de son succès, car ils peuvent jouer un rôle perturbateur par le biais de l'occupation israélienne et des attaques continues au Liban et en Syrie, ainsi que par l'imposition de sanctions nord-américaines paralysantes.

Ces décisions politiques auront un poids important dans la détermination du niveau d'engagement politique et de soutien financier des États du Golfe. Leur intérêt pour la stabilité est réel, mais ils ne peuvent pas créer seuls les conditions politiques nécessaires. En l'absence de conditions favorables, il est peu probable qu'ils s'engagent à apporter des contributions substantielles, d'autant plus que ces États cherchent de plus en plus à rentabiliser leurs investissements sur les plans politique et financier. Les EAU sont fortement impliqués en Afrique de l'Est et l'Arabie saoudite se concentre davantage sur son propre pays. Le Qatar est susceptible de maintenir son engagement de longue date avec la Syrie si les conditions le permettent, mais il montre des signes de recul par rapport à sa position d'avant-garde vis-à-vis des Palestiniens face aux critiques d'Israël et d'une partie de l'administration Trump./